



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU KASAÏ CENTRAL

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX,
FONCTION PUBLIQUE, TRAVAIL, EMPLOI ET
PRÉVOYANCE SOCIALE



Le Ministre

ARRETE DU MINISTRE PROVINCIAL N° 001 CAB-MIN-PROV/JDFTEP/KC/2019 DU 26 JUILLET 2019 PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE DES CONSULTATIONS POPULAIRES SUR LES BESOINS DE JUSTICE, REPARATIONS ET PREVENTION DE NOUVEAUX CONFLITS DANS LA PROVINCE DU KASAI CENTRAL

Le Ministre Provincial de la Justice, Droits et Libertés Fondamentaux, Fonction Publique, Travail, Emploi et Prévoyance Sociale,

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée à ce jour par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du 18 février 2006, spécialement en ses articles 3, 198 et 204 ;

Vu la Loi n° 08/012 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des Provinces telle que modifiée et complétée par la Loi n° 13/008 du 22 janvier 2013, spécialement à son article 29 ;

Vu l'ordonnance n° 19/044 du 29 avril 2019 portant investiture du Gouverneur et du Vice-Gouverneur de la Province du Kasai Central ;

Vu l'Arrêté n° 01/14/CAB/GP/KC/MKM/025/2019 portant nomination des Membres du Gouvernement Provincial et du Secrétariat Exécutif du Kasai Central ;

Considérant la nécessité de désigner les membres du Comité de Pilotage des Consultations populaires sur les besoins de justice, réparations et préventions de nouveaux conflits dans le cadre de la mise œuvre en cours du Programme conjoint Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction, «PAJURR» en sigle, dans la Province du Kasai Central ;

Considérant l'urgence ;

ARRETE :



Article 1^{er} : sont désignés Membres du Comité de Pilotage des Consultations populaires sur les besoins de justice, réparations et prévention de nouveaux conflits dans la Province du Kasai Central, les personnes dont les noms et indications respectifs repris dans l'annexe unique du présent Arrêté.

Article 2 : Les membres du Comité de Pilotage seront pris en charge par le Programme conjoint Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction.

Article 2 : Le Secrétaire Particulier-Chargé des Missions est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kananga, le 26 JUL 2019

Godefroid MUBIAYI NZEMBA

